

Art. 3. Les membres du personnel occupés qui, lors de la cessation de fonctions d'un membre du personnel contractuel subventionné régularisé, entrent en service comme son remplaçant au cours de la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 mai 2018, sont considérés comme remplaçants. La cessation de fonctions d'un membre du personnel contractuel subventionné régularisé est communiquée à l'agence sans délai. Une copie du contrat de travail est transmise à l'agence dès l'entrée en service de son remplaçant.

Art. 4. Le 1^{er} juin de chaque année, l'Agence du Logement - Flandre organise une enquête auprès des bénéficiaires, visée à l'article 1^{er}. À ce moment, les bénéficiaires font savoir si le membre du personnel contractuel subventionné régularisé ou son remplaçant qui est entré en service jusqu'au 31 mai 2018, sont toujours employés. La justification se fait sur la base de fiches de traitement individuelles des membres du personnel régularisés et de son ou ses remplaçants.

Art. 5. Chaque année, la subvention est octroyée forfaitairement et calculée sur la base des résultats de l'enquête annuelle visée à l'article 4, selon la formule suivante :

$$S_i = S_{\max} * n / ETP_{\max}$$

Où :

S_i = Subvention pour l'année budgétaire i ;

S_{\max} = Subvention telle que visée à la troisième colonne du tableau dans l'article 1^{er} ;

n = Nombre de membres du personnel régularisés et ses remplaçants en service au 31/5/ i , en tenant compte de l'article 4, exprimés en ETP ;

ETP_{\max} = Nombre maximal d'ETP, tel que visé à la quatrième colonne du tableau dans l'article 1^{er}, admissible à la subvention.

Art. 6. La subvention, visée à l'article 5, est indexée selon les paramètres d'indexation de traitement et de fonctionnement repris aux instructions budgétaires.

Art. 7. L'administrateur général de l'Agence du Logement - Flandre est autorisé à signer les arrêtés relatifs à l'octroi et à l'ordonnement de la subvention visée à l'article 5.

Art. 8. Les coûts salariaux subventionnés ne peuvent pas être utilisés pour la justification d'une autre subvention octroyée à charge du budget des dépenses de la Communauté flamande.

Art. 9. La subvention visée à l'article 5 est payée au bénéficiaire dans l'année d'introduction de l'enquête.

Art. 10. Sur simple demande de l'Agence du Logement - Flandre, le bénéficiaire fournit toutes les données et pièces justificatives nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention. L'administration a le droit d'effectuer un contrôle sur place.

Bruxelles, le 14 décembre 2017.

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Insertion civique, du Logement,
de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,
L. HOMANS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2018/10316]

25 OCTOBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modifications de dispositions réglementaires faisant obstacles aux communications par voie électronique (I)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française, l'article 6, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1974 portant exécution de l'article 32, § 2, pénultième alinéa, de la loi du 29 mai 1959, tel qu'il a été remplacé par la loi du 11 juillet 1973 et fixant le montant, les modalités de calcul et le montant du paiement des subventions de fonctionnement dans l'enseignement spécial;

Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1987 fixant la composition et les règles de fonctionnement et de procédure des commissions prévues à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 1994 relatif au contrôle de l'inscription scolaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mars 1998 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1998 instituant un Conseil de perfectionnement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 février 2002 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil de l'Éducation et de la Formation de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de pilotage;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les conditions dans lesquelles l'enseignement de promotion sociale peut être dispensé en dehors des ensembles pédagogiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2010 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire spécialisé de plein exercice;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 2011 relatif à la consultation des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, le cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 portant exécution des articles 23, 25, 26, 28, 30, 33 et 35 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation;

Vu l'avis 61.420/2 du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2017, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le « test genre » du 22 septembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Considérant que des termes faisant obstacles aux communications électroniques sont présents dans les arrêtés du 20 août 1957, du 23 décembre 1974, du 29 juin 1984, du 14 septembre 1987, du 14 avril 1994, du 27 avril 1995, du 10 mars 1998, du 2 juin 1998, du 17 mai 1999, du 7 février 2002, du 13 février 2003, du 19 juin 2003, du 4 juillet 2003, du 23 janvier 2009, des 27 mai 2009, du 21 janvier 2010, du 16 juin 2011, du 29 septembre 2011 et du 15 mai 2014 et qu'il convient de les remplacer par une disposition neutre technologiquement afin de favoriser le passage à une communication électronique;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 2014 portant exécution du décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française;

Considérant que pour faciliter la simplification administrative, l'usage du recommandé doit être supprimé dans certaines procédures;

Sur proposition du Ministre ayant l'e-Gouvernement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Arrêté royal du 23 décembre 1974 portant exécution de l'article 32, § 2, pénultième alinéa, de la loi du 29 mai 1959, tel qu'il a été remplacé par la loi du 11 juillet 1973 et fixant le montant, les modalités de calcul et le montant du paiement des subventions de fonctionnement dans l'enseignement spécial*

Article 1^{er}. A l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 décembre 1974 portant exécution de l'article 32, § 2, pénultième alinéa, de la loi du 29 mai 1959, tel qu'il a été remplacé par la loi du 11 juillet 1973 et fixant le montant, les modalités de calcul et le montant du paiement des subventions de fonctionnement dans l'enseignement spécial, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 2. — *Arrêté royal du 14 septembre 1987 fixant la composition et les règles de fonctionnement et de procédure des commissions prévues à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 2. A l'article 6, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 14 septembre 1987 fixant la composition et les règles de fonctionnement et de procédure des commissions prévues à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 3. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 1994 relatif au contrôle de l'inscription scolaire*

Art. 3. A l'article 10, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 1994 relatif au contrôle de l'inscription scolaire, les mots « par la poste » sont supprimés.

CHAPITRE 4. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire*

Art. 4. A l'article 11, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, les mots « à la poste » sont supprimés.

Art. 5. A l'article 15, alinéa 2, du même arrêté, les mots « lettre recommandée avec accusé de réception » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 5. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mars 1998 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice*

Art. 6. A l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mars 1998 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice, les mots « pli recommandé » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 6. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1998 instituant un Conseil de perfectionnement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française*

Art. 7. A l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1998 instituant un Conseil de perfectionnement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les mots « La convocation doit être expédiée au moins huit jours ouvrables avant la réunion, la date de la poste faisant foi. » sont remplacés par « La convocation doit être envoyée au moins huit jours ouvrables avant la réunion. ».

CHAPITRE 7. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives*

Art. 8. A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les mots « recommandé avec accusé de réception » sont chaque fois remplacés par « envoi recommandé ».

Art. 9. A l'article 4, § 3, alinéa 2, du même arrêté, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 8. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 février 2002 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil de l'Éducation et de la Formation de la Communauté française*

Art. 10. A l'article 1^{er} de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 février 2002 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil de l'Éducation et de la Formation de la Communauté française, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les deux alinéas suivants :

« Il agit :

1° soit d'initiative;

2° soit en exécution d'une décision antérieure du Conseil;

3° soit sur demande formulée par le vice-président;

4° soit sur demande formulée par au moins quatre de leurs membres effectifs.

Dans le cas d'une demande formulée en application de l'alinéa 2, 3° et 4°, la date de la réunion est fixée par le président dans les quinze jours qui suivent la réception de la demande. Toutefois, ce délai est suspendu pendant les mois de juillet et d'août. ».

Art. 11. L'article 2 de l'annexe du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. La convocation est envoyée, sauf cas urgents et imprévus, quatre jours avant la séance. Elle énonce l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de la séance. Elle est également envoyée avec la mention « pour information » aux membres suppléants.

Art. 12. A l'article 3, alinéa 1^{er}, 4°, de l'annexe du même arrêté, les mots « demande écrite » sont chaque fois remplacés par « demande ».

CHAPITRE 9. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de pilotage*

Art. 13. Aux articles 3, § 1^{er}, et 6, § 3, de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de pilotage, les termes « par courrier » sont supprimés.

CHAPITRE 10. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière*

Art. 14. A l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 11. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire*

Art. 15. A l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 12. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les conditions dans lesquelles l'enseignement de promotion sociale peut être dispensé en dehors des ensembles pédagogiques*

Art. 16. A l'article 5, alinéas 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les conditions dans lesquelles l'enseignement de promotion sociale peut être dispensé en dehors des ensembles pédagogiques, les mots « (...) introduite par pli recommandé auprès du (...) » sont chaque fois remplacés par « (...) envoyée au (...) ».

CHAPITRE 13. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française*

Art. 17. Aux articles 8 et 10, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les mots « par courrier recommandé » sont supprimés.

CHAPITRE 14. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2010 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire spécialisé de plein exercice*

Art. 18. A l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2010 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire spécialisé de plein exercice, les mots « pli recommandé » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE 15. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 2011 relatif à la consultation des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire*

Art. 19. A l'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 2011 relatif à la consultation des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont remplacés par « par envoi recommandé ».

Art. 20. L'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres de la délégation de l'autorité gouvernementale et les organes de représentation disposent d'un délai de quinze jours ouvrables après l'envoi de l'avis, pour communiquer leurs observations au président par envoi recommandé. ».

CHAPITRE 16. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, le cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale*

Art. 21. A l'article 11, § 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, le cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale, les mots « (...) entre le 50^e et le 60^e jour à dater de l'envoi du courrier de sollicitation. » sont remplacés par « (...) entre le 50^e et le 60^e jour à dater de l'envoi de la sollicitation. ».

CHAPITRE 17. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 portant exécution des articles 23, 25, 26, 28, 30, 33 et 35 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation*

Art. 22. A l'article 6, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 portant exécution des articles 23, 25, 26, 28, 30, 33 et 35 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par « envoi recommandé ».

Art. 23. A l'article 14, § 2, du même arrêté, les mots « la date de la poste faisant foi » sont supprimés.

CHAPITRE 18. — *Dispositions finales*

Art. 24. Le ministre qui a l'e-gouvernement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 25 octobre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/10316]

25 OKTOBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van reglementaire bepalingen waardoor de mededelingen langs elektronische weg verhinderd worden (I)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 6, § 1 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1974 tot uitvoering van het artikel 32, § 2, voorlaatste alinea, van de wet van 29 mei 1959, zoals het werd gewijzigd door de wet van 11 juli 1973 en tot vaststelling van het bedrag, de wijze van berekening en het tijdstip van betaling van de werkingstoelagen in het buitengewoon onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 september 1987 houdende de samenstelling en de werkings- en procedureregels van de commissies voorzien bij artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 april 1994 betreffende het toezicht over de inschrijving in onderwijsinrichtingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 1995 betreffende de samenstelling en de werking van de commissie ingesteld door artikel 2 van de wet d.d. 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 maart 1998 betreffende de organisatie en de werking van de Raden van beroep van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1998 tot instelling van een Verbeteringsraad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 houdende toepassing van artikel 28 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 februari 2002 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2003 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Sturingscommissie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2003 houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2003 houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 houdende bepaling van de voorwaarden waaronder het onderwijs voor sociale promotie buiten de pedagogische inrichtingen verstrekt kan worden ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2010 betreffende de organisatie en de werking van de Raden van beroep van het gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juni 2011 betreffende de raadpleging van de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de verworven bekwaamheid voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging ervan in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 23, 25, 26, 28, 30, 33 en 35 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie;

Gelet op het advies 61.420/2 van de Raad van State, gegeven op 29 mei 2017, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op de « gendertest » van 22 september 2017 uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de woorden waardoor de elektronische mededelingen verhinder worden, aanwezig zijn in de besluiten van 20 augustus 1957, 23 december 1974, 29 juni 1984, 14 september 1987, 14 april 1994, 27 april 1995, 10 maart 1998, 2 juni 1998, 17 mei 1999, 7 februari 2002, 13 februari 2003, 19 juni 2003, 4 juli 2003, 23 januari 2009, 27 mei 2009, 21 januari 2010, 16 juni 2011, 29 september 2011 en 15 mei 2014 en dat ze vervangen moeten worden door een technologisch neutrale bepalingen om de overgang naar een elektronische mededeling te vergemakkelijken ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 2014 houdende uitvoering van het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat om de administratieve vereenvoudiging te vergemakkelijken, het gebruik van de aangetekende brief in bepaalde procedures afgeschaft moet worden;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor e-Gouvernement ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Koninklijk besluit van 23 december 1974 tot uitvoering van het artikel 32, § 2, voorlaatste alinea, van de wet van 29 mei 1959, zoals het werd gewijzigd door de wet van 11 juli 1973 en tot vaststelling van het bedrag, de wijze van berekening en het tijdstip van betaling van de werkingstoelagen in het buitengewoon onderwijs*

Artikel 1. In artikel 6, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 december 1974 tot uitvoering van het artikel 32, § 2, voorlaatste alinea, van de wet van 29 mei 1959, zoals het werd gewijzigd door de wet van 11 juli 1973 en tot vaststelling van het bedrag, de wijze van berekening en het tijdstip van betaling van de werkingstoelagen in het buitengewoon onderwijs, worden de woorden in de Franse tekst « lettre recommandée » vervangen door de woorden « envoi recommandé ».

HOOFDSTUK 2. — *Koninklijk besluit van 14 september 1987 houdende de samenstelling en de werkings- en procedureregels van de commissies voorzien bij artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;*

Art. 2. In artikel 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 14 september 1987 houdende de samenstelling en de werkings- en procedureregels van de commissies voorzien bij artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden in de Franse tekst « lettre recommandée » vervangen door de woorden « envoi recommandé ».

HOOFDSTUK 3. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 april 1994 betreffende het toezicht over de inschrijving in onderwijsinrichtingen*

Art. 3. In artikel 10, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 april 1994 betreffende het toezicht over de inschrijving in onderwijsinrichtingen, worden de woorden « via de post » geschrapt.

HOOFDSTUK 4. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 1995 betreffende de samenstelling en de werking van de commissie ingesteld door artikel 2 van de wet d.d. 29 juni 1983 betreffende de leerplicht*

Art. 4. In artikel 11, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 1995 betreffende de samenstelling en de werking van de commissie ingesteld door artikel 2 van de wet d.d. 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, worden de woorden in de Franse tekst « à la poste » geschrapt.

Art. 5. In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « per aangetekende brief met bewijs van ontvangst » vervangen door de woorden « aangetekend schrijven ».

HOOFDSTUK 5. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 maart 1998 betreffende de organisatie en de werking van de Raden van beroep van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 6. In artikel 9 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 maart 1998 betreffende de organisatie en de werking van de Raden van beroep van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de woorden « aangetekende brief » vervangen door de woorden « aangetekend schrijven ».

HOOFDSTUK 6. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1998 tot instelling van een Verbeteringsraad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 7. In artikel 5, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1998 tot instelling van een Verbeteringsraad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « De oproeping moet ten minste acht werkdagen vóór de vergadering verzonden worden, met datum als postmerk. » vervangen door de woorden « De oproeping moeten ten minste acht werkdagen vóór de vergadering verzonden worden. ».

HOOFDSTUK 7. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 houdende toepassing van artikel 28 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie*

Art. 8. In artikel 4, § 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 houdende toepassing van artikel 28 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de woorden « per aangetekende brief met bewijs van ontvangst » telkens vervangen door de woorden « per aangetekend schrijven ».

Art. 9. In artikel 4, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « aangetekende brief » vervangen door de woorden « aangetekend schrijven ».

HOOFDSTUK 8. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 februari 2002 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap*

Art. 10. In artikel 1 van de bijlage van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 februari 2002 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap, worden het tweede lid en het derde lid vervangen door de twee volgende leden :

« Het gaat :

- 1° ofwel op eigen initiatief;
- 2° ofwel ter uitvoering van een vorige beslissing van de Raad;
- 3° ofwel op aanvraag van de ondervoorzitter;
- 4° ofwel op aanvraag van ten minste vier werkende leden.

In geval van een aanvraag geformuleerd met toepassing van het tweede lid, 3° en 4°, wordt de datum van de vergadering vastgesteld door de voorzitter binnen de veertien dagen na de ontvangst van de aanvraag. Nochtans wordt deze termijn tijdens de maanden juli en augustus geschorst. ».

Art. 11. Artikel 2 van de bijlage van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 2. De oproeping wordt vier dagen vóór de vergadering verstuurd, behalve dringende en onvoorziene gevallen. Ze vermeldt de dagorde, de plaats, de datum en het uur van de vergadering. Ze wordt ook aan de plaatsvervaarders met de vermelding « ter informatie » verstuurd.

Art. 12. In artikel 3, eerste lid, 4°, van de bijlage van hetzelfde besluit worden de woorden « schriftelijke aanvraag » telkens vervangen door het woord « aanvraag ».

HOOFDSTUK 9. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2003 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Sturingscommissie*

Art. 13. In de artikelen 3, § 1, en 6, § 3, van de bijlage van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2003 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Sturingscommissie, worden de woorden in de Franse tekst « par courrier » geschrapt.

HOOFDSTUK 10. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2003 houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan*

Art. 14. In artikel 7, § 1, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2003 houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, worden de woorden « per ter post aangetekende brief » vervangen door de woorden par « per aangetekend schrijven ».

HOOFDSTUK 11. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2003 houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs*

Art. 15. In artikel 5, § 1, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2003 houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, worden de woorden « aangetekende brief » vervangen door de woorden « aangetekend schrijven ».

HOOFDSTUK 12. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 houdende bepaling van de voorwaarden waaronder het onderwijs voor sociale promotie buiten de pedagogische inrichtingen verstrekt kan worden*

Art. 16. In artikel 5, eerste en tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 houdende bepaling van de voorwaarden waaronder het onderwijs voor sociale promotie buiten de pedagogische inrichtingen verstrekt kan worden, worden de woorden « (...) per aangetekende brief ingediend (...) » telkens vervangen door het woord « (...) verstuurd (...) ».

HOOFDSTUK 13. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 17. In de artikelen 8 en 10, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « per aangetekende brief » geschrapt.

HOOFDSTUK 14. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2010 betreffende de organisatie en de werking van de Raden van beroep van het gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 18. In artikel 9 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2010 betreffende de organisatie en de werking van de Raden van beroep van het gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de woorden « per aangetekende brief » vervangen door de woorden « per aangetekend schrijven ».

HOOFDSTUK 15. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juni 2011 betreffende de raadpleging van de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau*

Art. 19. In artikel 11, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juni 2011 betreffende de raadpleging van de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau, worden de woorden « per aangetekende brief » vervangen door de woorden « per aangetekend schrijven ».

Art. 20. Artikel 11, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De leden van de afvaardiging van de regeringsinstantie en van de vertegenwoordigingsorganen beschikken over een termijn van vijftien werkdagen te rekenen vanaf de zending van het advies om hun opmerkingen per aangetekend schrijven aan de voorzitter mee te delen. ».

HOOFDSTUK 16. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de verworven bekwaamheid voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging ervan in het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 21. In artikel 11, § 4, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de verworven bekwaamheid voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging ervan in het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden in de Franse tekst « (...) entre le 50^e et le 60^e jour à dater de l'envoi du courrier de sollicitation. » vervangen door de woorden « (...) entre le 50^e et le 60^e jour à dater de l'envoi de la sollicitation. ».

HOOFDSTUK 17. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 23, 25, 26, 28, 30, 33 en 35 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie*

Art. 22. In artikel 6, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 23, 25, 26, 28, 30, 33 en 35 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, worden de woorden « aangetekende brief » vervangen door de woorden « aangetekend schrijven ».

Art. 23. In artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « datum van de post geldt als bewijs » geschrapt.

HOOFDSTUK 18. — *Slotsbepalingen*

Art. 24. De minister bevoegd voor e-gouvernement, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. FLAHAUT